

DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise* (Montréal, Éditions du Boréal, 1993), 393 p.

Jocelyn Létourneau

Volume 50, numéro 1, été 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305495ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305495ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Létourneau, J. (1996). Compte rendu de [DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise* (Montréal, Éditions du Boréal, 1993), 393 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 50(1), 110–115. <https://doi.org/10.7202/305495ar>

DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise* (Montréal, Éditions du Boréal, 1993), 393 p.

Dans ce livre dense, agréable à lire et inspiré, Fernand Dumont cherche à mettre au jour le long processus historique par lequel la société québécoise s'est constituée en tant que référence collective. L'ouvrage, dont on espère

une suite, porte sur la période qui va des débuts de la colonie au milieu du XIX^e siècle.

Pour bien saisir la thèse de Dumont, il faut d'abord lire l'appendice. Dans cette section, l'auteur établit la distinction entre la société comme objet et comme représentation. Si la société prend forme objectivement à travers les institutions, les systèmes, les réseaux et les organisations qui en structurent la matérialité, elle existe aussi dans la mesure où des acteurs lui donnent vie quotidiennement en la construisant par les discours, en l'interprétant, en lui insufflant des cohérences et des continuités, en lui octroyant des figures consensuelles, en la façonnant comme lieu commun, en l'édifiant comme référence. Comment, dans le tohu-bohu du passé indéfini, l'histoire s'infiltrait-elle dans la socialité pour en venir, graduellement, à susciter l'émergence d'une mémoire qui devient le pivot axial d'une identité partagée, telle est la question, empiriquement et théoriquement importante, qui anime l'auteur.

Pour réaliser son projet intellectuel, Dumont s'en tient à une démarche synthétique. Il exploite les acquis de la production historique en les mobilisant pour le compte de la thèse qu'il développe. Entre cette thèse et la factualité du passé telle que restituée par les historiens, il faut voir un travail intelligent d'élaboration dialectique. Ce travail est à la fois nourri par la grande érudition de l'auteur, par sa vision des sociétés humaines en tant qu'espaces d'actions et d'interprétations, et par sa quête inassouvie en vue de cerner les linéaments historiques et contemporains de la société québécoise.

On peut résumer la thèse de Dumont de la manière suivante: née dans le sillage des grandes utopies politiques et religieuses qui impulsent les sociétés européennes à l'aube des Temps modernes, le projet de colonisation française en Amérique prend la forme, au départ, plus d'un échec que d'un commencement. Jusqu'à la Conquête, la société de la Nouvelle-France existe dans un état de dispersion. Les mondes vécus qui la constituent se côtoient sans converger dans quelque imaginaire transcendant. Les sociabilités primaires marquent décisivement les représentations populaires. À l'organisation sociale lâche correspond un défaut d'intégration globale. Les conditions ne sont pas réunies pour que puisse se former une conscience politique ni même une conscience nationale.

Cette conscience émerge lentement après 1760. Elle tire son origine de l'existence et de l'évolution parallèle de deux sociétés, l'une française et l'autre anglaise, la seconde agissant comme repoussoir de la première. Le sentiment national exprime plusieurs malaises vécus d'une manière sourde, confuse ou explicite par la population et ses élites. Ces malaises tiennent au ressentiment provoqué par les aléas d'un capitalisme débridé dominé par les «conquistadors» et à la conviction d'impuissance devant cette situation. Ils découlent aussi des tensions grandissantes entre les interventions de la métropole et les instances issues de la société canadienne. L'ambition politique des députés est notamment contrecarrée par des pouvoirs qui dépendent d'une autre légitimité que la leur. Cela dit, l'action des députés au sein des partis et du Parlement permet d'exprimer au grand jour des dissensions et de formuler des demandes provoquées par les changements sociaux. Ainsi

apparaissent les conditions d'une conscience politique qui avait été impossible en Nouvelle-France. Pour Dumont, la Conquête crée une rupture irréversible entre le Canada et la France, rendant par là possible l'avènement de la nation. Elle accentue chez les francophones, en particulier chez les élites qui travaillent à légitimer leur pouvoir en interprétant la société dans le sens de leur ambition, le sentiment de la différence en même temps qu'une conscience plus vive de l'originalité de leurs propres institutions. Nourrie à la fois par une conscience nationale et par une conscience de classe en émergence, la conscience politique des Canadiens, tout en étant encore indéfinie, s'élève. Le discours lui donnera forme précise.

Ce discours exprime au départ les dilemmes dans lesquels se trouvent placés les Canadiens: celui, notamment, d'être d'une souche différente de celle du conquérant mais d'être en même temps attirés par le système politique et les libertés britanniques qui leur servent à défendre leurs droits avec plus de force qu'auparavant celui, aussi, d'emprunter à l'*Autre* l'image de *Soi*. C'est dans le contexte de cette situation ambiguë que naît le discours sur la survivance. Celui-ci exprime tout à la fois des convictions, des intérêts et des astuces. Ce discours n'en demeure pas moins, selon Dumont, l'incarnation d'une position de repli qui renvoie à une espèce de dialectique déroutante qui marque les débuts de la nation québécoise en Amérique. Une dialectique dont elle n'a jamais pu se débarrasser et que l'on pourrait résumer de la manière suivante: la crainte de l'assimilation ou de la marginalisation, la difficulté de trancher entre les conditions de la survivance et celles de l'épanouissement selon les possibilités nouvelles qui se présentent.

On choisit au départ d'aménager la survivance. C'est donc en termes de nation culturelle et non pas de nation politique que s'élabore la première grande représentation de la société québécoise. L'idée de nation culturelle, fondée sur le tryptique de la langue et des coutumes, de la foi et du droit, n'est pas sans renvoyer à l'image de la *réserve* qui servait de stratégie au conquérant pour aménager son rapport aux Canadiens. Dans la construction de cette référence collective fondée sur la survivance, l'Église joue un rôle majeur. Elle s'érige, au détriment de l'État qui est absent, comme le protecteur et le porte-parole des francophones. Au point que la nation se définit en regard de l'Église et d'un idéal de conservation dans laquelle l'institution ecclésiastique appuie la légitimité de son pouvoir. Cette situation perdurera jusqu'au milieu du XX^e siècle. Selon Dumont, on aurait tort de penser que cette référence collective fondée sur la survivance est une construction artificielle plaquée par le clergé sur la société. Cette référence s'enracine au contraire dans l'état de dispersion de la population selon des solidarités locales et dans le rôle décisif que joue l'Église dans la vie des communautés populaires, ce qui l'assure d'un ascendant déterminant dans l'imaginaire collectif. Elle trouve aussi ses conditions dans l'absence d'organisation politique vigoureuse à l'échelle nationale. Enfin, elle est rendue possible par le fait qu'à cette époque, les politiciens sont d'abord préoccupés par leur enrichissement personnel. La politique est entièrement soumise aux calculs économiques de petits et de grands barons, anglophones et francophones, pour qui l'Empire, la Confédération et le Québec sont autant de cartes à jouer

dans le cadre de grandes stratégies d'accumulation du capital ou de positionnement personnel. Dans le système politique qui s'élabore, le patronage joue un rôle névralgique en ce sens qu'il permet aux politiciens et à leurs relations de manipuler l'opinion publique dans le sens d'intérêts sans horizon. L'Église d'un côté et les partis de l'autre apparaissent ainsi complices, dans leur champ respectif, du maintien du peuple dans une vocation de résignation et un esprit de consolation.

À côté de cette référence primaire, que Dumont estime hégémonique mais dont certains ont démontré les failles, les contradictions ou les limites, surtout en ce qui a trait à la régulation effective des agirs individuels, existent des échappées utopiques. Les Rouges et leur projet de république démocratique, par lequel ils dénoncent la tutelle qu'exercent l'Église et les politiciens conservateurs sur l'ordre social, en est une. Il en est de même de l'idée de Progrès, dont Étienne Parent se fait l'un des grands plaideurs, et par laquelle on cherche à mobiliser la société à des fins de dépassement. Renouveler la culture collective grâce à l'éducation, de manière que les Canadiens français sortent de leur dépendance et ne s'enferment pas dans un statut d'inférieur, tel est le projet préconisé par ces «aristocrates de l'intelligence». La reconquête est une autre utopie à laquelle on pense pour palier la condition déprimante du Canadien français. Si, sur le plan pratique, cette idée de reconquête appelle et justifie un mouvement d'extension de l'espace francophone, elle exprime aussi la volonté d'une refondation territoriale de la nation. Reconquête signifie en effet, chez ses promoteurs, recommencement, rétablissement du groupe hors de l'emprise de l'*Autre*. Rebâtir le pays, à l'abri de l'enfermement qui étrangle la nation, telle est l'utopie qui galvanise les néo-colonisateurs. C'est aussi dans ce contexte d'une renaissance collective qu'il faut comprendre l'émergence de l'utopie agricole. Pour les uns, elle est une étape initiale dans le processus de reconquête de Soi, une phase nécessaire dans le processus de redéveloppement intégral, un moyen de refonder le groupe; pour les autres, elle est un achèvement, le trait le plus caractéristique d'une collectivité qui se démarque, qui *doit* se démarquer des autres dans la mesure où elle est investie d'une mission providentielle qui la voue à un dessein supérieur. La collectivité francophone est en effet la graine qui est susceptible de redresser le destin malheureux de la civilisation américaine. Qu'elles soient évasion ou compensation, les utopies qui naissent dans la deuxième moitié du XIX^e siècle sont, pour Dumont, autant d'alibis que se donne la collectivité francophone face à un développement de l'économie qui lui échappe. C'est sur cette triste représentation de Soi, un Soi incarné dans la figure de la nation victime, que s'élève le nationalisme canadien-français.

Ce nationalisme construira graduellement sa mémoire. À cet effet, l'histoire est convoquée. Garneau propose une première grande narration de la collectivité dont il se fait l'apologiste. Cette narration est animée par une humeur, celle du désespoir historique. Elle consiste en un ensemble de tableaux où l'idée de lutte contre l'assimilation, celle de résistance contre l'envahisseur et celle de fierté dans la défaite, constituent les fils conducteurs. La conclusion du récit est célèbre. Elle vaut la peine d'être citée au long:

«Que les Canadiens soient fidèles à eux-mêmes; qu'ils soient sages et persévérans, qu'ils ne se laissent point emporter par le brillant des nouveautés sociales et politiques. Ils ne sont pas assez forts pour se donner carrière sur ce point. C'est aux grands peuples à essayer les nouvelles théories. [...] Pour nous, une partie de notre force vient de nos traditions; ne nous en éloignons et ne les changeons que graduellement.» C'est à l'aune de ce véritable paradigme d'abdication sereine qu'un autre pouvoir, l'Église, propose aussi sa grande narration d'un peuple éduqué, dirigé et sauvé par l'institution ecclésiastique. Jean-Baptiste Ferland en est l'auteur. La thèse est simple: «[L'Église] a formé un peuple uni et vigoureux qui continuera de grandir aussi longtemps qu'il demeurera fidèle aux traditions paternelles.» Ce récit est bientôt bonifié d'un mythe qui en imbibe rapidement la narration. Ce mythe rapproche l'histoire originelle des Canadiens français de l'odyssée du peuple d'Israël. Graduellement, l'origine devient un Âge d'or que l'on doit s'employer à faire survivre par le maintien de la tradition. C'est dans cette tradition et grâce à elle que s'incarne le vrai peuple canadien de toujours. Cette idéalisation des origines et de la tradition, comme creuset fondamental de la condition canadienne-française, est largement reprise dans la littérature et la poésie. Le passé devient la référence glorifiée et c'est par rapport au mythe des origines que le procès du présent est entamé. Le peuple est convié à un exil dans la vocation.

Quel commentaire formuler au terme de cette lecture? Une remarque d'abord, pour éviter de vaines attentes: en aucun temps l'ouvrage de Dumont ne consiste en une étude de la société québécoise au ras des pratiques de ses acteurs. L'auteur s'en tient à la description des grandes représentations par lesquelles les élites résument et racontent une société qu'ils en viennent à qualifier de nation et à laquelle ils proposent un projet de survivance. Savoir si cette société s'épuise dans ce projet national de repli est une question que Dumont n'aborde pas explicitement dans son livre mais à laquelle l'historiographie contemporaine portant sur le Québec est en train de répondre par un non retentissant. Si l'auteur ne mêle pas les cartes dans le corps de l'ouvrage en ce qui a trait à son objet (l'étude de la société comme espace de représentations), il est plus ambigu en conclusion. On sent, dans le bilan qu'il trace de son argumentation, une tendance à ramener les agirs et les vécus dans la perspective des récits et des mondes construits. C'est comme si Dumont succombait tout à coup au discours traditionnel présentant une vision tragique de l'histoire du Canada français dont l'expérience historique n'aurait été qu'une *painful story*. On peut certainement prétendre que c'est à l'aune d'une telle problématique que des cercles d'élites et des institutions ont dépeint la destinée collective, ce que l'auteur fait d'ailleurs ressortir de manière convaincante dans son ouvrage. Mais peut-être n'atteint-on, en analysant les grandes représentations élitaires, qu'à l'ombre de la mélancolie des penseurs et à leurs impasses intellectuelles plutôt qu'au foisonnement des expressivités populaires. On sent aussi, en conclusion de l'ouvrage, une certaine amertume de l'auteur devant ce que fut l'itinéraire historique de la société québécoise. Non pas qu'il juge de haut ou qu'il pointe du doigt que ce soit: Dumont a de la classe et du métier. Mais il assume mal les

réflexes de repli, de flottement, de ravalement, de crainte, de désespoir, d'abdication, de résignation, de refoulement à travers lesquels les Québécois ont apparemment choisi d'affronter l'histoire. Le courage de la liberté était un possible qui aurait pu être envisagé comme horizon collectif mais auquel les Québécois se sont toujours refusés... et encore maintenant. Cette interprétation, qui n'est pas éloignée de l'analyse que proposent bien des souverainistes contemporains de l'«ambiguïté souveraine» des Québécois, procède vraisemblablement d'une vision de la nation inachevée. Dans l'espace du pensable créé par ce grand paradigme téléologique, l'idée de nation suppose celle d'unité (une patrie, une conscience, un destin) et celle d'inachèvement suppose l'idée de fin promise, sorte d'épiphanie rédemptrice et d'incarnation salutaire qui ne manquera pas de venir... un jour. Or en postulant la thèse de la nation inachevée, on s'enferme inéluctablement dans un ordre de questionnement malheureux et négatif. Un ordre de questionnement exprimable en ces termes: pourquoi les Québécois n'ont-ils pas encore franchi le Rubicon de la souveraineté? Pourquoi ne sont-ils toujours pas parvenus à réconcilier, dans une espèce de synthèse sublime, le projet de nation culturelle avec celui de nation politique? Pourquoi n'ont-ils pas réalisé ce à quoi l'histoire les conviait objectivement? Cet ordre de questionnement n'est peut-être pas le plus fécond pour entreprendre de cerner la condition québécoise dans ses éparpillements passés et présents. On peut toujours se demander, en effet, où et qui sont les Québécois? Logent-ils dans les représentations qu'en donnent les grands énonciateurs publics ou dans une espèce de hors-lieu qui est, tout à la fois, dans l'ici et dans l'ailleurs, dans le nous et dans l'autre, dans le près et dans le loin?

En lisant l'ouvrage de Dumont, on découvre peut-être plus les insuffisances des grandes représentations idéelles à bien cerner la société québécoise que l'on ne saisit cette société dans ce qu'elle a de contradictoire, de flou, de vaporeux. La société québécoise est en perpétuelle tension avec elle-même. Elle est infidèle à la raison qu'on lui insuffle. Pour pénétrer au cœur de la condition du Québec, il faudra quitter l'univers du discours élitaire, sortir d'un paradigme et s'évader d'un ordre de questionnement.